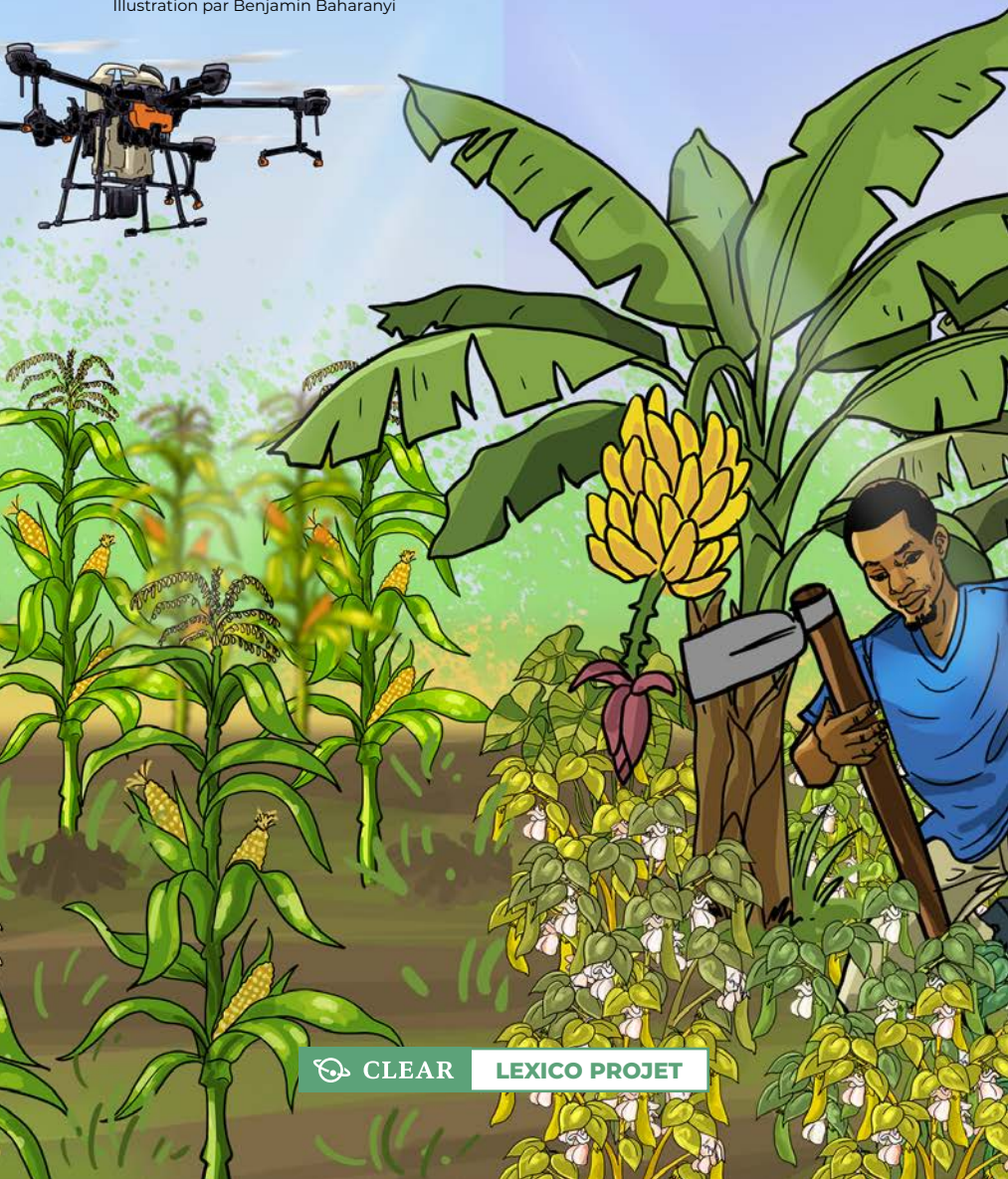
AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMATAGRICULTURE (CLIMATE-SMART)

Andreita Mbuluku, An Ansoms, Tangara Mahamadou Bassirou et Aymar Bisoka Nyenyezi

Illustration par Benjamin Baharanyi



CLEAR LEXICO PROJET

Partenaires

Avec le soutien de

Étude commandée par la Direction générale de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DGD).

Les opinions de l'entité organisatrice ne reflètent pas automatiquement celles du gouvernement belge, de l'ARES ou du VLIR-UOS, et ne peuvent en aucun cas être liées au gouvernement belge, l'ARES ou le VLIR-UOS.

LES AUTEURS

ANDREITA FAÏDA MBULUKU, titulaire d'un master en Agroalimentaire et en sciences de la population et du développement. Candidate au doctorat en sciences sociales et politiques à l'Université Catholique de Louvain et membre du groupe de recherche JUWA.

AN ANSOMS est professeure de sciences sociales à l'UCLouvain (Belgique), où elle dirige des recherches sur les transformations rurales en Afrique centrale et orientale. Elle mène des travaux de terrain interdisciplinaires dans l'est de la RDC, au Rwanda et au Burundi sur le changement climatique et les conflits liés aux ressources naturelles, en développant des méthodes qualitatives innovantes (théâtre, dessins animés, musique) pour impliquer les populations vulnérables. Elle apporte également son expertise en matière d'éthique de la recherche.

MAHAMADOU BASSIROU TANGARA est professeur associé à l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB). Ses recherches portent sur la pauvreté, l'économie informelle, les dynamiques de conflit et l'impact des politiques publiques sur le développement, avec un focus sur les enjeux socio-économiques du Mali.

AYMAR NYENYEZI BISOKA est juriste et politiste, docteur de la Faculté des Sciences Politiques et Sociales de l'Université catholique de Louvain. Il enseigne à l'Université de Mons et collabore avec plusieurs institutions en RDC, au Burundi et en Europe autour des questions de gouvernance des ressources, des groupes armés et de la pensée afro-critique.

ASSUMPTA MUGIRANEZA est cofondatrice et directrice du Centre IRIBA pour le patrimoine multimédia au Rwanda. Ce centre d'archives audiovisuelles indépendant se situe à la croisée de la recherche universitaire et du travail de terrain.

HIRWA AUBAINE est un chercheur rwandais qui prépare un doctorat en sociologie du développement et du changement à l'Université de Wageningen. Elle est titulaire d'un master en gestion culturelle.

KAYUMBA JEAN PAUL est une chercheuse rwandaise spécialisée dans le patrimoine culturel. Elle prépare actuellement un doctorat à l'Université de Wageningen aux Pays-Bas, où elle travaille sur l'écologie politique de la conservation autour du parc national de Nyungwe. Elle est diplômée en gestion du patrimoine culturel (Université Senghor, Alexandrie) et a travaillé auparavant au sein d'institutions telles que le Centre IRIBA pour le patrimoine multimédia.

L'ILLUSTRATEUR

BENJAMIN BAHARANYI est un artiste. Sa démarche artistique s'ancre dans une profonde appréciation de la nature et de son interaction avec l'humanité. Son art se concentre principalement sur les arbres, métaphore vivante des défis environnementaux actuels. À travers des représentations détaillées de racines, d'écorces et de feuilles, Benjamin illustrela symbiose essentielle entre l'homme et la nature. Ses œuvres questionnent la déforestation, encouragent la reforestation et célèbrent les arbres comme source de vie.

AGRICULTURE INTELLIGENTE FACE AU CLIMATAGRICULTURE (CLIMATE-SMART)

Andreita Mbuluku, An Ansoms, Tangara Mahamadou Bassirou et Aymar Bisoka Nyenyezi[1]

L'agriculture intelligente face au climat, promue par la FAO depuis 2010, vise à concilier productivité, adaptation et atténuation du changement climatique. Largement reprise par États et bailleurs, elle reste vivement contestée. De nombreux auteurs y voient un reconditionnement de politiques de modernisation descendantes qui marginalisent les petits producteurs et privilégient technologies et solutions de marché. Les écologistes politiques soulignent au contraire l'importance de l'équité, de la participation et des savoirs locaux pour des trajectoires réellement durables. Au Rwanda, en RDC et au Mali, la mise en œuvre oscille ainsi entre dispositifs technocratiques standardisés et pratiques plus inclusives et culturellement ancrées.

Concept

L'agriculture intelligente face au climat (*climate-smart agriculture* en anglais) s'est imposée au cours de la dernière décennie comme un paradigme influent dans les politiques de développement international. Il est promu par la FAO, les bailleurs influents et les gouvernements nationaux en tant que cadre global pour relever le double défi de la sécurité alimentaire et du changement climatique. Son attrait réside dans sa promesse

1 La partie cas a été compilée sur la base de diverses expériences de terrain des auteurs impliqués. Nous avons utilisé l'Intelligence artificielle pour éditer le texte.

d'aborder conjointement la sécurité alimentaire et le changement climatique. La notion *d'intelligence* implique une voie innovante, scientifique et applicable à l'échelle mondiale vers la durabilité.

Pourtant, l'agriculture *climate-smart* n'est pas un concept neutre ou incontesté. Elle est profondément ancrée dans des visions concurrentes du développement agricole, façonnées par des intérêts politiques, des conditionnalités des bailleurs et des luttes pour le savoir et le pouvoir. Autrement dit, si elle se présente comme une innovation technique, elle véhicule aussi des choix politiques implicites. Toutefois, comme le souligne Hrabanski (2020) l'agriculture intelligente face au climat tend à dépolitiser les enjeux profonds qu'elle aborde en réduisant les débats complexes liés à l'adaptation agricole et au changement climatique, à des solutions techniques et consensuelles.

Les origines de l'agriculture *climate-smart* sont étroitement liées au cadre politique de la FAO de 2010, qui l'a définie comme « une approche visant à augmenter durablement la productivité, à renforcer la résilience (adaptation), à réduire ou à éliminer les gaz à effet de serre (atténuation) et à renforcer la sécurité alimentaire nationale et les objectifs de développement » (FAO, 2010). Ce triple objectif a donné à l'agriculture intelligente face au climat un large attrait dans tous les domaines politiques, des ministères de l'Agriculture aux négociations sur le climat. Le Guide de *climate-smart agriculture* de 2018 de la FAO a élargi la définition, en le présentant comme une approche qui nécessite des conditions favorables en matière de politiques, de finances et d'institutions (FAO, 2018). En principe, l'agriculture intelligente face au climat se veut une approche flexible, adaptable aux contextes locaux. En pratique, cette définition élastique a permis à gouvernements, bailleurs et entreprises de l'interpréter selon leurs propres priorités, ce qui en explique à la fois la popularité et la controverse.

Une façon de saisir les ambiguïtés de l'agriculture *climate-smart* est de la situer dans deux traditions intellectuelles. Il s'agit de

l'écomodernisme et de l'écologie politique. Le courant écomoderniste aborde l'agriculture à travers le prisme de la science, de la technologie et de l'intégration des marchés. Elle suppose que l'ingéniosité humaine peut dépasser les limites imposées par la nature, et que le progrès technologique permettra de découpler la productivité agricole des dommages environnementaux (Symons, 2019). Dans cette perspective, l'agriculture *climate-smart* est assimilée au déploiement d'innovations telles que les variétés de cultures résistantes à la sécheresse, les engrais chimiques, les systèmes d'irrigation, les systèmes d'agroforesterie et les services numériques d'information climatique (Lin, 2011 ; Makate et al., 2016 ; Reppin et coll., 2020 ; Kurgat et al., 2020). Les agriculteurs sont dépeints comme *intelligents* lorsqu'ils adoptent de telles technologies et s'intègrent dans des orientations basées sur le marché. Cette vision trouve un fort écho auprès des bailleurs de fonds internationaux, qui privilégient les interventions qui produisent des résultats quantifiables et évolutifs, tels que des hectares en terrasses ou des tonnes d'engrais appliqués. Les gouvernements la trouvent également attrayante, car elle leur permet de présenter des progrès visibles vers les objectifs de développement et de climat.

Le CSA repose sur trois piliers — productivité accrue, résilience climatique et réduction des émissions — et devient un référentiel dominant des bailleurs.

En revanche, les approches de l'écologie politique mettent l'accent sur les dimensions sociales et politiques du changement environnemental. Ils soutiennent que les technologies ne sont jamais neutres : elles sont intégrées dans des relations de pouvoir et les reproduisent (Robbins, 2012 ; Plumwood, 1995 ; Coolsaet, 2020). De ce point de vue, l'agriculture intelligente face au climat risque de reproduire les logiques de la Révolution verte, qui privilégiait la monoculture, la standardisation et les intrants chimiques tout en marginalisant les petits exploitants et en dégradant les écosystèmes. Une autre tension porte sur l'adaptation des technologies *climate-smart* à des contextes

socio-écologiques divers. Les écologistes politiques soulignent que la résilience ne passe pas seulement par l'adoption de nouvelles pratiques, mais aussi par la lutte contre les inégalités, l'insécurité foncière et les droits des agriculteurs. Ils attirent l'attention sur les systèmes de connaissances autochtones et les pratiques locales d'adaptation, qui sont souvent mis de côté dans les cadres technocratiques du *climate-smart* mais restent essentiels au renforcement de la résilience (Leal Filho et al., 2021 ; Leal Filho et al., 2022). L'écologie politique déplace donc l'attention des solutions techniques vers les questions de justice.

Prappelle que les technologies ne sont jamais neutres. Elles s'inscrivent dans des rapports de pouvoir et peuvent reproduire les logiques de la Révolution verte, par la marginalisation des petits exploitants et la fragilisation des écosystèmes.

En bref, l'agriculture intelligente face au climat, mobilisée par gouvernements, bailleurs, entreprises et agriculteurs, est un concept avec de multiples significations. Mise en œuvre restrictivement, elle peut renforcer les inégalités, marginaliser les savoirs locaux et se réduire à un *greenwashing* technocratique. Cependant, elle recèle un potentiel réel si elle intègre des principes d'équité, de participation et d'adaptation locale, en reconnaissant l'agriculture non seulement comme production, mais comme pratique culturelle et politique. Ce concept contesté reflète donc des conflits au sein de la gouvernance climatique et les futures trajectoires agricoles, entre pragmatisme et risques d'exclusion (FAO, 2010 ; Hrabanski, 2020).

Ces différentes dimensions de l'agriculture *climate-smart* illustrent à quel point ce concept, bien que technique en apparence, est profondément politique et multifacette. Pour mieux comprendre ces dynamiques et les variations dans sa mise en œuvre, il est utile de se pencher sur des cas concrets.

Cas d'étude

Pour mieux illustrer le concept, nous nous focalisons sur le croisement de dynamiques dans trois pays : le Rwanda, le Mali et la RDC. Les trois pays représentent trois trajectoires singulières mais complémentaires dans la mise en œuvre du *climate-smart*.

Le premier, situé dans la région des Grands Lacs, a opté depuis le début des années 2000 pour une dynamique de modernisation autoritaire articulée à une recherche de légitimité politique et d'efficacité technocratique (Chemouni, 2016 ; Booth & Golooba-Mutebi, 2012). Le second, pays sahélien à forte dépendance pluviale, opte pour une modernisation à visée inclusive pour renforcer la résilience paysanne et intégrer des innovations adaptées aux réalités locales (Tangara et al., 2021). Le troisième, pays situé en plein cœur de l'Afrique, propose une approche qui se veut hybride en reliant les impératifs de conservation à des ambitions de croissance verte et de stabilité territoriale.

Dans les trois pays étudiés, l'agriculture intelligente face au climat s'est imposée comme un référentiel central de l'action publique. Mais sa déclinaison selon des rationalités politiques et institutionnelles contrastées met en lumière les zones de flou d'un concept situé à la croisée des agendas de développement et de résilience climatique (FAO, 2010, 2018 ; Symons, 2019).

Au Rwanda, tout d'abord, le projet de modernisation post-génocide repose sur la conviction que la transformation agricole doit être centralisée et technicisée pour garantir à la fois la sécurité alimentaire et la stabilité nationale. L'agriculture intelligente face au climat s'y inscrit dans la continuité des politiques d'intensification (*Crop Intensification Program*) et de performance administrative (*Imihigo*) (Ansoms et al., 2018). Elle réarticule un agenda déjà existant, celui de la *révolution verte,* mais dans un nouveau vocabulaire lié à la résilience et au climat. Ce glissement discursif a permis non seulement attirer de nouveaux financements, mais il aurait aussi continué à légitimer la poursuite d'un modèle productiviste basé sur la monoculture, les

engrais chimiques et les cultures d'exportation. Dans ce cas-ci, la mise en œuvre de l'agriculture *climate-smart* s'inspire d'indicateurs mesurables tels que les hectares terrassés, les agriculteurs formés, les tonnes d'intrants distribués. Ces mesures servent à montrer aux bailleurs des résultats rapides et quantifiables. Les autorités locales, soumises à des contrats de performance, imposent souvent ces pratiques de manière coercitive, parfois au détriment des réalités paysannes et leur cultures traditionnelles (sorgho, banane, haricot). L'agriculture est donc devenue un outil de gestion pour encadrer, surveiller et produire des résultats (An soms et al., 2018 ; Heinen, 2022).

Dans ce contexte, les petits producteurs pointent vers les effets pervers de leur perte de pouvoir de décision sur les cultures. Déjà au sein de la *révolution verte*, la standardisation technique avait créé des inégalités régionales et fragilisé la biodiversité locale. L'adoption forcée de variétés imposées et la dépendance accrue aux intrants importés a alimenté un sentiment de dépossession (Desiere, 2017 ; Ansoms et al., 2022 ; Heinen, 2022). Bien que certains rendements s'améliorassent, les sols se sont érodés et la diversité alimentaire a diminué, accentuant la vulnérabilité nutritionnelle. Pourtant, nombre d'agriculteurs avaient développé des formes de résistance discrète qu'on pourrait typifier comme des pistes d'agriculture intelligente face au climat par le bas. Des agriculteurs ont par exemple adopté des mécanismes de pluriculture, adoptant des cultures non-autorisées mais résistantes aux variations climatologiques, employant du compost, ou adaptant les instructions officielles à leurs pratiques. Ces stratégies, parfois qualifiées *d'échec induit*, illustrent une réappropriation locale d'un agenda imposé (Clay & Zimmerer, 2020 ; Huggins, 2017)

Aussi au Mali, l'approche d'agriculture intelligente face au climat découle d'un effort de coordination multi-acteurs. L'État et les bailleurs (Banque mondiale, FAO, Union européenne) s'appuient sur le *Plan National d'Investissement pour l'Agriculture Intelligente face au Climat* (CSAIP) et la *Loi d'Orientation Agricole* (LOA) (Banque mondiale, 2022 ; CSAIP Mali, 2019 ; Neate, 2013). Ces cadres favoriseraient la décentralisation et la

participation communautaire. L'objectif principal est d'augmenter la productivité et aider à renforcer la résilience face à la variabilité pluviométrique accrue (Alliance Bioversity & CIAT, 2025). La rhétorique malienne de la modernisation soutient l'idée d'un développement rural inclusif, fondé sur l'emploi des jeunes et des femmes, et d'une gestion locale, plutôt que sur un contrôle administratif strict. L'agriculture *climate-smart* s'y appuierait sur des projets variés et ancrés dans les territoires. Le *Programme de Résilience du Système Alimentaire* (PRSA-Mali), financé par la Banque mondiale, en est un exemple. Il combine irrigation, restauration de terres dégradées, diversification culturale et mécanisation adaptée à petite échelle. D'autres initiatives, comme la *Zone Agricole Partagée* (ZAP) à Mofa, misent sur la formation des jeunes et des femmes. L'accent ne serait pas seulement mis sur la productivité mais sur la résilience communautaire, la maîtrise de l'eau et la promotion de l'agroécologie (Alliance Bioversity & CIAT, 2025 ; UE-APSAN, 2024).

La réussite de la Climate-Smart Agriculture dépend de la capacité des acteurs locaux à négocier avec des cadres institutionnels qui se prétendent neutres mais sont profondément politiques.

Ces projets sont souvent conçus avec les communautés locales, grâce aux coopératives et aux structures communautaires. La participation d'agriculteurs, d'experts nationaux et d'ONG, valorise les cultures locales comme le mil, le sorgho et les légumineuses, encourage l'élevage durable et les savoirs traditionnels (Houessionon et al., 2021 ; UE-APSAN, 2024). Cependant, le fait que les financements viennent surtout de l'extérieur et que l'on utilise de plus en plus d'engrais industriels soulève des doutes sur la durabilité des pratiques agricoles. Cela crée des tensions, car il faut trouver un juste milieu entre moderniser l'agriculture et préserver l'autonomie des communautés. Si les innovations ne s'appuient pas sur les savoirs locaux et les réseaux durables déjà en place, elles risquent d'aggraver les inégalités (CSAIP Mali, 2019 ; Alliance Bioversity & CIAT, 2025).

En RDC la situation est davantage plus complexe. Le *couloir vert Kivu-Kinshasa* (CVKK), l'initiative phare du président congolais, a été présenté en 2025 comme la plus vaste aire protégée du monde, car elle couvre plus de 100.000km de forêt primaire et 60.000km de tourbières (Léni, 2025). Le CVKK s'appuierait sur une logique de croissance verte et inclusive car le but serait d'unir la sécurité écologique, cohésion sociale et reconstruction post-conflit. L'agriculture *climate-smart* constitue un outil stratégique pour atteindre ces objectifs, dans la mesure où les activités agricoles autour du corridor sont présentées selon une architecture de chaîne de valeur. Les villages et leurs environs se concentrent sur des cultures déjà présentes dans la région (maïs, riz, huile de palme, manioc, etc.) ; les récoltes sont ensuite regroupées dans un pôle industriel, où se déroule une première étape d'agrotransformation (p. ex. fermentation du cacao, production d'huile de palme brute) ; les produits sont ensuite transportés vers une zone économique spéciale pour une seconde transformation (p. ex. huile de table, chocolat, savon) ; et enfin, une fois la consommation locale satisfaite, les produits finis sont distribués et exportés vers les principaux marchés du pays. L'exemple illustratif est celui de l'huile de palme : les fruits du palmier sont cultivés dans les champs, transformés en huile de palme brute, puis en savon (et en huile de table), avant d'être acheminés vers les principaux marchés de la RDC.

Lors du forum économique mondial à Davos, l'ambition du chef d'Etat congolais de faire de la RDC un pays-solution climatique a bien été mise (Makal, 2025). Cependant, cette ambition s'accompagne d'une dimension politique forte. Le corridor servirait à réorganiser le territoire dans une région longtemps touchée par la guerre et transformer les forêts en zones utiles non seulement pour stocker du carbone, mais aussi pour instaurer la paix et renforcer le contrôle économique (Makal, 2025). La RDC a fait de la mise en œuvre du CVKK un instrument de gouvernance inédit (n°25/01 du 15 janvier 2025) encadre la création du corridor comme une *réserve communautaire* ses environs en tant que zones de production agricole. La rhétorique officielle place les communautés rurales 'au cœur' du dispositif.

Cependant, en dépit de ce discours inclusif, la représentativité des communauté locales semble être insuffisante (Mukulu, 2025). En effet, dans son analyse, Bindu (2022) aborde les risques posés par cette réorganisation territoriale, celui d'exclure les peuples autochtones Batwa et des communautés locales qui dépendent des ressources naturelles. Ces peuples autochtones craignent une marginalisation foncière, en souvenir des précédents des aires protégées classiques (R-EDH, 2025). En plus de cela, il y a un fort risque de *greenwashing* climatique. D'un côté le corridor écologique est salué comme une grande respiration pour la planète, mais d'un autre côté, ses objectifs se heurtent à la réalité des intérêts extractifs (Bankable Africa, 2025). Une question se pose donc : est-ce que le corridor servira d'outil de transition écologique ou d'un système économique fondé sur la rente verte, dans lequel la biodiversité est transformée en produit commercial via le marché du carbone ? Dans son article pour Mongabay Afrique Makal (2025) mentionne que ce type de projets, "aussi ambitieux qu'inspirant", se heurte souvent à des enjeux de souveraineté, de symbolisme et de dépendance financière.

En bref, le concept d'agriculture climate-smart s'insère dans des modèles de gouvernance très divers. Au Rwanda, il prend la forme d'une politique d'État centralisée et d'un instrument de pilotage technocratique ; au Mali, il se décline comme une stratégie plus co-construite, appuyée sur des coalitions d'acteurs institutionnels et communautaires et pensée comme levier de transformation socio-économique. La RDC, notamment à travers le CVKK, occupe une position intermédiaire entre ces deux pôles. Dans les trois cas cependant, une même dépendance structurelle à l'aide extérieure favorise l'importation de cadres standardisés, fortement orientés vers la mesure de performance.

Le regard croisé sur le Rwanda, la RDC et le Mali éclaire ainsi à la fois les critiques théoriques du paradigme climate-smart et la pluralité des trajectoires africaines en la matière. Il met en évidence trois figures de la résilience : dirigée, centralisée et technocratique au Rwanda – où la réussite institutionnelle

s'accompagne d'une aliénation paysanne ; concertée au Mali, fondée sur les coopérations locales mais sous forte dépendance financière ; territoriale en RDC, où le climat devient un enjeu géopolitique de reterritorialisation, entre promesse verte et paradoxes géoéconomiques. La transition écologique apparaît, dès lors, moins comme un simple problème technologique que comme un enjeu de souveraineté politique et institutionnelle pour des pays tributaires de financements extérieurs. Dans ces trois contextes, la réussite de l'agriculture intelligente face au climat dépend in fine de la capacité des acteurs locaux à négocier avec les contraintes institutionnelles et à inscrire leurs propres priorités et innovations dans des cadres d'action largement imposés.

Bibliographie

Alliance Bioversity International et CIAT. (2025). Mali : reconnecter la science et les politiques pour une agriculture résiliente au climat. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://alliancebioversityciat.org/fr/stories/mali-reconnecter-science-politiques-agriculture-resiliente-climat

Ansoms, A., Aoun, E., Chemouni, B, Niyonkuru, R.C., Williams, T.P. (2022). "The politics of policymaking in Rwanda: adaptation and reform in agriculture, energy, and education", Journal of Eastern African Studies, https://doi.org/10.1080/17531055.2022.2143468

Ansoms, A., Cioffo, G., Dawson, N., Desiere, S., Huggins, C., Leegwater, M., Murison, J., Nyenyezi A.B., Treidl, J., & Van Damme, J. (2018). La modernisation du secteur agraire et foncier au Rwanda : confronter la performance macro aux expériences vécues sur le terrain. Revue d'économie politique africaine, 45(157), 408-431. https://doi.org/10.1080/03056244.2018.1497590

Bankable Africa. (2025). Écologie contre pétrole : 29 blocs superposés au Couloir vert Kivu-Kinshasa. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://bankable.africa/en/mines/2807-1507-ecologie-contre-petrole-29-blocs-superposes-au-couloir-vert-kivu-kinshasa

Banque mondiale. (2022). Rapport de revue du secteur agricole. Volume 2 : Contexte, politique agricole et rôles de l'État. Agriculture and Food Global Practice, Afrique de l'Ouest et du Centre. République du Mali. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://documents.banquemondiale.org/fr/publication/documents-reports/documentdetail/099335112062215857/p175852091c1f90e08fe703c7e10685ad9

Banque mondiale. (2025). Mali : 235 motoculteurs remis aux producteurs des régions de Ségou, Sikasso et Koutiala. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://fsrp.araa.org/fr/actualites/mali-235-motoculteurs-remis-aux-producteurs-des-regions-de-segou-sikasso-et-koutiala

Bindu, K. K. (2022). Traité de droit de l'environnement : Perspectives congolaises. Globethics.net. http://hdl.handle.net/20.500.12424/4291187

Booth, D., et Golooba-Mutebi, F. (2012). Patrimonialisme développemental ? Le cas du Rwanda. Affaires africaines, 111(444), 379-403. https://doi.org/10.1093/afraf/ads026

Chemouni, B. (2016). Bilan de la décentralisation du Rwanda : Changer la gouvernance locale dans un environnement post-conflit. Thématiques du tiers monde : une revue TWQ, 1, 763-778. https://doi.org/10.1080/23802014.2016.1297207

Clay, N. et Zimmerer, K. S. (2020). Qui est résilient dans la révolution verte en Afrique ? L'intensification durable et l'agriculture intelligente face au climat au Rwanda. Politique d'utilisation des terres, 97, 104558. https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2020.104558

Coolsaet, B. (2020). Justice environnementale : enjeux clés. Routledge. P 364. https://doi.org/10.4324/9780429029585

CSAIP Mali. (2019). Plan National d'Investissement pour l'Agriculture Intelligente face au Climat. Initiatives AAA. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://aaainitiative.org/sites/default/files/2021-01/CSAIP-Mali.pdf

Desiere, S. (2017). Les preuves s'accumulent : la pauvreté, l'inflation et le Rwanda. Revue des blogs d'économie politique africaine. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse http://roape.net/2017/06/28/evidence-mounts-poverty-inflation-rwanda/

Desiere, S., Staelens, L. et D'Haese, M. (2016). Quand la source de données écrit la conclusion : Évaluation des politiques agricoles. Le Journal des études de développement, 52(9), 1372-1387. https://doi.org/10.1080/00220388.2016.1146703

Heinen, S. (2022). La transformation agricole du Rwanda revisitée : production alimentaire stagnante, surestimation systématique et système de contrat de performance défectueux. Journal des études du développement, 58(10), 2044-2064. https://doi.org/10.1080/00220388.2022.2069494

Houessionon P., Ouédraogo M., Samaké O., Dembélé S. (2021). Mise en place de la plateforme d'innovation des chaînes de valeur agricoles climato-intelligentes dans la région de Ségou, Mali. CGIAR. https://hdl.handle.net/10568/116350

Hrabanski, M. (2020). Une climatisation des enjeux agricoles par la science ? Les controverses relatives à la climate-smart agriculture. Revue Critique Internationale, (1), 189-208. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://shs.cairn.info/revue-critique-internationale-2020-1-page-189.htm

Huggins, C. (2017). Réforme agricole au Rwanda : autoritarisme, marchés et zones de gouvernance. Londres : Zed Books.

Leni, J.-B. (2025). RDC-Belgique : le « Couloir vert » au cœur des échanges entre l'ambassadrice belge et la nouvelle ministre de l'Environnement. DeskEco. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://deskeco.com/2025/09/06/rdc-belgique-le-couloir-vert-au-coeur-des-echanges-entre-lambassadrice-belge-et-la-nouvelle-ministre

Leal Filho, W., Barbir, J., Gwenzi, J., Ayal, D., Simpson, N.P., Adeleke, L., Tilahun, B., Chirisa, I., Gbedemah, S.F., Nzengya, D.M., Sharifi, A., Theodory, T., & Yaffa, S. (2022). Le rôle des savoirs autochtones dans l'adaptation au changement climatique en Afrique. Sciences et politiques de l'environnement, 136, 250-260. https://doi.org/10.1016/j.envsci.2022.06.004

Leal Filho, W., Matandirotya, N.R., Lütz, J.M. et al. (2021). Impacts du changement climatique sur les communautés autochtones africaines et exemples de réponses d'adaptation. Nature Communications, 12, 6224. https://doi.org/10.1038/s41467-021-26540-0

Lin, B. B. (2011). Résilience de l'agriculture grâce à la diversification des cultures : gestion adaptative aux changements environnementaux. Bioscience, 61, 183-193. https://doi.org/10.1525/bio.2011.61.3.4

Makal, D. (2025). Couloir vert Kivu-Kinshasa ou l'heure de la volonté écolo-climatique congolaise. Mongabay. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://fr.mongabay.com/2025/02/couloir-vert-kivu-kinshasa-ou-lheure-de-la-volonte-ecolo-climatique-congolaise/

Makate, C., Wang, R., Makate, M. et Mango, N. (2016). Diversification des cultures et moyens de subsistance des petits exploitants agricoles au Zimbabwe : gestion adaptative pour le changement environnemental. SpringerPlus, 5:1135. https://doi.org/10.1186/s40064-016-2802-4

Mukulu, H. (2025). Qu'est-ce que le Couloir Vert Kivu-Kinshasa ? Greenafia. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://greenafia.com/quest-ce-que-le-couloir-vert-kivu-kinshasa/

Neate, P. (2013). Agriculture intelligente face au climat. Succès des communautés agricoles dans le monde (Étude de cas). CGIAR & Technical Centre for Agricultural and Rural Cooperation (CTA). FAO. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://www.fao.org/sustainable-food-value-chains/library/details/fr/c/428827/

Ntihinyurwa, P. D., de Vries, W. T., Chigbu, U. E. et Dukwiyimpuhwe, P. A. (2019). Les impacts positifs de la fragmentation des terres agricoles au Rwanda. Politique d'utilisation des terres, 81, 565-581. https://doi.org/10.1016/j.landusepol.2018.11.005

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2010). Agriculture intelligente face au climat : politiques, pratiques et financement de la sécurité alimentaire, de l'adaptation et de l'atténuation. Rome : FAO. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://www.fao.org/climatechange/37494-0e0440dd868ad8dad8c2684afbf93efa2.pdf

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). (2018). Guide de référence sur l'agriculture intelligente face au climat: Résumé de la deuxième édition. FAO. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/c59d11b2-1ff1-4ccc-a847-779040009dd2/content

Plumwood, V. (1995). La démocratie a-t-elle échoué sur l'écologie ? Une perspective écoféministe. Politique environnementale, 4, 134-168. https://doi.org/10.1080/09644019508414231

Reppin, S., Kuyah, S., Neergaard, A., Oelofse, M. et Rosenstock, S. (2020). Contribution de l'agroforesterie à l'atténuation du changement climatique et aux moyens de subsistance dans l'ouest du Kenya. Agroforest. Syst., 94, 203 à 220. https://doi.org/10.1007/s10457-019-00383-7

Robbins, P. (2012). Écologie politique : une introduction critique (2e éd.). John Wiley & Sons, Ltd. Consulté le 20 novembre 2025 à l'adresse https://download.e-bookshelf.de/download/0000/4077/40/L-G-0000407740-0002356053.pdf

Réseau Environnement et Droits Humains (R-EDH). (2025). Kinshasa : la société civile s'unit autour du Couloir Vert Kivu-Kinshasa, un modèle de développement durable et inclusif. APEM-RDC. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://apem-rdc.org/kinshasa-la-societe-civile-sunit-autour-du-couloir-vert-kivu-kinshasa-un-modele-de-developpement-durable-et-inclusif/

Symons, J. (2019). L'écomodernisme : technologie, politique et crise climatique. Cambridge, Royaume-Uni : Polity Press. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://content.e-bookshelf.de/media/reading/L-12891658-b5315d4b00.pdf

Tangara M. B., Traoré, B., & Doumbia, D. (2021). Mesure de l'efficacité technique des riziculteurs de la région de Ségou au Mali, Revue Malienne de Science et de Technologie, 2(25).

UE-APSAN (2024). UE-APSAN Mali Project : Supporting food security in Mali. Consulté le 19 novembre 2025 à l'adresse https://reliefweb.int/report/mali/ue-apsan-mali-project-supporting-food-security-mali